

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 04 avril 2016

## À bas la loi Capital ! À bas le code patronal !

**Le gouvernement veut nous imposer sa loi travail. Loi « travail », quelle blague ! Leur loi est faite sur mesure pour le Capital, pour le grand patronat. Une loi pour pouvoir licencier plus facilement et moins cher. Pour autoriser des journées de travail de 12 heures. Pour permettre aux patrons de passer outre le Code du travail existant avec des « accords » d'entreprise, en fait sous le chantage patronal afin d'assurer de plus gros dividendes aux actionnaires.**

Avec leurs armées d'avocats et de conseillers en tous genres que peuvent se payer les grandes entreprises, les patrons faisaient déjà la loi et savaient contourner les maigres protections du code du travail. Mais là, Hollande et Valls voulaient institutionnaliser et légaliser les infractions patronales, leur rendre les choses encore plus simples pour exploiter et pour licencier.

### Ras le bol de la norme Tavares

Leur code patronal qu'ils veulent officialiser, est à l'image du salaire de Tavares, le patron de PSA, qui a doublé en un an, avec 5,28 millions d'euros en 2015... Soit 14 500 euros par jour ! De nombreux salariés de PSA n'ont que le smic.

Un salaire Tavares... au « mérite » ose-t-on nous dire ! Comme récompense des actionnaires pour avoir licencié, pris et jeté les intérimaires comme des kleenex, bloqué les salaires ouvriers, augmenté les cadences, les sanctions, pratiqué toutes formes de chantage à l'encontre des salariés...

L'État avait injecté 800 millions d'euros d'argent public dans le capital de PSA en 2014. Aujourd'hui les ministres expliquent que le salaire de Tavares, ils n'y peuvent rien, car ce sont les actionnaires qui décident. C'est bien vrai que ce sont les actionnaires qui gouvernent : avec Hollande président, on a le Medef au pouvoir.

### « On vaut mieux que ça »

Jeudi 31 mars, des centaines de milliers de salariés, de jeunes, étudiants et lycéens ont à nouveau fait grève et défilé dans les rues de tout le pays contre cette loi « travail », et tout ce qu'elle signifie.

Cette loi, c'est bien la goutte d'eau qui a fait déborder l'accumulation des colères. « On vaut mieux que ça » ont dit les jeunes qui se sont mobilisés. Avec raison. Le monde du travail, la jeunesse, la majorité de la population méritent bien

mieux que cette société d'exploitation, d'inégalités et de barbarie.

L'ordre social des actionnaires, c'est 1 % de la population mondiale qui possède plus que le reste de l'humanité. Les 62 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que les 50 % les plus pauvres. La planète regorge de richesses, mais elles sont accaparées pour les profits d'une poignée de parasites. Du côté de la majorité de la population, on connaît le chômage, les boulots précaires et mal payés, l'exploitation. Sur la planète, le capitalisme sème misère, chaos et guerre. Nos gouvernants en sont les premiers responsables, comme Hollande qui se félicite d'être un bon VRP pour refourguer les avions Rafale « testés au combat », au Mali, en Libye ou en Syrie.

### Suite aux journées réussies du mois de mars :

### Tous ensemble, samedi 9 avril.

### Et ce n'est qu'un début

« Ils ont les milliards, mais nous sommes des millions » affirmait une banderole à la Place de la République de Paris où se sont rassemblées des milliers de personnes dans l'initiative Nuit Debout.

Le mouvement qui a commencé en mars doit se renforcer, s'étendre, convaincre les hésitants. Dans la jeunesse, le mouvement s'organise en assemblées générales, en coordinations, en comités de mobilisation. C'est la voie à suivre. À nous salariés de nous assembler, de nous organiser, de nous coordonner. Des manifestations ont été prévues ce mardi 5 avril mais aussi samedi prochain 9 avril : soyons-y nombreux. Nous avons la force de faire retirer ce projet patronal, dit loi « travail ». Il est plus que temps de mettre vraiment en question la domination des « 1 % ».

**Effets d'annonce**

Déception en chaîne à la lecture des vraies sommes attribuées en intéressement : les 2 000 euros claironnés par les médias en début d'année ne sont pas au rendez-vous. Encore faut-il traduire de brut à net. Le site internet Natixis le fait avec élégance... pour mieux nous convaincre de laisser l'argent bloqué, il mentionne notre taux d'imposition marginal. On a vu d'autres manières pour inciter à laisser la prime pour nos financiers de patrons : cela s'appelait l'abondement.

On n'oubliera pas que ces sommes sont le mauvais prétexte pour restreindre nos "vraies" augmentations à peau de chagrin.

**Un système équitable au sens patronal**

Si la somme n'y est pas, c'est qu'il s'agissait d'une "moyenne" par ailleurs invérifiable : car à ce jeu, plus tu gagnes en salaire plus tu gagnes en primes. L'effort consenti, lui, n'est pourtant pas d'autant plus grand que le salaire est élevé...

**L'homme qui valait 5,24 millions d'euros**

En visite en septembre sur le site de Mulhouse C. Tavares déclarait « *le problème c'est que les salariés regardent toujours leur fiche de paye, et ça c'est plus possible* ». Lui a pourtant bien soigné la sienne puisque sa rémunération double entre 2014 et 2015.

Normal, nous explique le DRH Chéreau qui vole au secours de l'homme providentiel, il a quand même sauvé PSA, excusez du peu (salariés du rang passez votre chemin). Et il est beaucoup moins payé que ses homologues de chez Renault, FIAT, GM, Ford etc, re-excusez du peu. L'intéressé nous explique quant à lui que c'est le conseil de surveillance qui décide, pas « C. Tavares ». C'est un augmenté malgré lui. La vie est décidément vraiment trop injuste.

**Ils sèment la colère**

La direction de PSA a fait le coup du lock-out jeudi 31 dans plusieurs usines : elle a décidé de mettre Poissy, Sochaux et Mulhouse en chômage technique, pour empêcher les salariés de se mobiliser en ce jour de lutte contre la loi Travail.

Mais cette manœuvre grossière n'a pas empêché de nombreux ouvriers de se rendre à la manifestation, et de montrer leur colère dès le lendemain matin : à Poissy, plus d'une centaine se sont réunis le lendemain vendredi pour protester contre le samedi, que la direction voulait imposer comme travaillé, pour rattraper le chômage du jeudi.

Une nouvelle action est prévue ce mardi dans l'usine de Poissy pour faire à la direction son sale coup du 31.

**Rentabilité = Mise en danger**

Jeudi 10 mars, à Renault Cléon, un ouvrier mécanicien a été écrasé par une machine lors d'un dépannage. Travaillant seul, il s'est retrouvé, plusieurs minutes en arrêt cardiaque avant d'être découvert par un salarié.

Ce père de 2 enfants âgé de 33 ans est décédé une semaine plus tard. Les baisses importantes des effectifs ne font qu'accroître les dangers.

**Pas de pause contre leur bêtise**

À l'usine de PSA Vesoul, la direction avait annoncé que dorénavant il n'y aurait plus qu'une pause unique de 21 minutes avec interdiction de prendre un café ou de fumer en dehors de la pause.

Les débrayages se sont multipliés, les RU ont dû se calmer et rétablir les pauses. La direction s'est rendu compte qu'elle avait ainsi attisé le mécontentement contre la loi travail et les pressions au boulot. Bien fait !

**Poisson d'Avril**

Mercredi dernier, François Hollande a renoncé à la révision constitutionnelle visant à inscrire la déchéance de nationalité dans la Constitution. Non pas qu'il renonce à marcher sur les terres de l'extrême droite ! Seulement, au petit jeu parlementaire, l'Assemblée Nationale et le Sénat ne se sont pas mis d'accord s'il convient de pouvoir déchoir les binationaux seulement, ou d'étendre le dispositif à tout le monde.

Hollande n'est plus à un recul près, alors à quand le retrait pur et simple de la loi Travail ?

**La peste ou le choléra**

La presse internationale s'enthousiasme de l'avancée de l'armée syrienne contre les bastions de l'État islamique, notamment de la reprise de la cité antique de Palmyre. Voilà le régime de Bachar el-Assad en voie d'être blanchi. En oubliant de rappeler que c'est ce même régime qui a libéré des milliers de djihadistes de ses geôles il y a cinq ans pour écraser la révolution. En oubliant que c'est son armée qui a ouvert les portes de Palmyre aux djihadistes il y a un an. En oubliant que ce régime a causé la mort de plus de 200 000 personnes depuis le début de la guerre civile, que son armée a gazé un quartier de Damas en août 2013, tuant des centaines de civils...

Après avoir laissé le peuple syrien se faire massacrer, après avoir laissé leurs alliés, Arabie Saoudite et Turquie, financer les diverses milices islamistes (dont l'EI), les grandes puissances occidentales changent leur fusil d'épaule et veulent nous faire croire que la peste vaut mieux que le choléra.